

Hollande a exprimé ses sincères regrets



**Jamais une dérive verbale d'un président français n'avait été aussi dénoncée sur les deux rives de la Méditerranée.**

«Il s'agit d'une polémique sans fondement»

Après la tempête de réactions nationales et françaises, le président français François Hollande a exprimé ses sincères regrets pour l'interprétation qui a été faite de ses propos», a ajouté l'Elysée dans un communiqué après les critiques d'Alger qui a déploré un «incident regrettable». Il s'agit, selon lui, «d'une polémique sans fondement, chacun connaît les sentiments d'amitié qu'il porte à l'Algérie et le respect qu'il a pour son peuple», a ajouté la présidence française qui a précisé que le président Hollande «fera directement part «de ses sincères regrets au Président Bouteflika.

Après la tempête de réactions des partis algériens et de l'opposition française, la présidence française a d'abord réagi timidement en tentant de minimiser l'incident diplomatique créé entre Paris et Alger par la boutade de François Hollande sur la sécurité en Algérie, la qualifiant de simple «plaisanterie légère».

Selon l'AFP, c'est un membre de l'entourage du chef de l'Etat français qui a réagi indiquant qu'il s'agissait d'une «plaisanterie légère qui pouvait viser n'importe qui dans n'importe quel pays et qui n'avait aucun sens particulier concernant l'Algérie». «Il n'y a pas de tension particulière au niveau des autorités algériennes», a-t-il ajouté, alors qu'il y a eu hier soir une réaction officielle algérienne, celle du ministre des Affaires étrangères Ramtane Lamamra qui a qualifié la boutade «d'incident regrettable» et une «moins-value» pour les liens entre les deux pays. Le 16 décembre, le président français François Hollande avait déclaré sur le ton de la plaisanterie devant le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), que le ministre de l'Intérieur Manuel Valls était rentré d'Algérie «sain et sauf». «C'est déjà beaucoup», avait-il ajouté.

A côté de la réaction officielle algérienne, plusieurs partis politiques ont vite réagi à cette sortie de piste diplomatique du président français. Le président MSP Abderezak Makri, le président du FAN, Djamel Benabdessalem ou encore Lakhdar Benkhelaf, député et cadre au parti El Adala, ont demandé des excuses du président français. Alors qu'on attendait une réaction du FLN, c'est finalement le RND (Rassemblement national démocratique), deuxième force politique à l'APN, qui a réagi estimant que les propos du président François Hollande «dénotaient la haine vouée par les Français aux Algériens». Auparavant, le président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (Cncppdh, gouvernementale), Farouk Ksentini, avait appelé M. Hollande à présenter des excuses pour ses propos «provocateurs à l'encontre de l'Algérie». Les figures révolutionnaires de la guerre de Libération Zohra Drif, vice-présidente du Conseil de la nation (Sénat) et Lakhdar Bouregaâ, ancien commandant de l'ALN de la Wilaya IV historique, ont également sévèrement critiqué les propos de François Hollande devant le Crif. L'ancienne membre de la Zone autonome durant la Bataille d'Alger, Zohra Drif, a déclaré que ces propos traduisent les positions constantes de la gauche vis-à-vis de l'Algérie. «C'est une mauvaise plaisanterie», a affirmé Mme Drif. «Même durant la période coloniale, à chaque fois que la gauche venait au pouvoir, sa politique basculait dans l'extrême-droite », accuse-t-elle ce dimanche. De son côté, Lakhdar Bouregaâ, ancien commandant de l'ALN de la Wilaya IV historique, exige des «excuses officielles de la France». «Les propos de Hollande visent tout le peuple algérien ainsi que le pouvoir. Ce n'est pas digne d'un chef d'Etat », déclare-t-il à journal électronique. La bourde de Hollande reflète en réalité une «haine et un mépris envers l'Algérie », ajoute-t-il.

M. Bouregaâ refuse de parler de plaisanterie. Pour lui, le président Français «mesurait parfaitement la portée des propos qu'il a prononcés devant une institution juive».

Ce dérapage verbal du président français avait été critiqué aussi en France par une partie de la classe politique française. Le leader de la gauche radicale Jean-Luc Mélenchon a qualifié de «nausée» alors que le patron de l'UMP, Jean-François Copé, déplorait un «dérapage verbal» et «déplacé».

«J'ai trouvé ça particulièrement maladroit et pas digne d'un président de la République», a déclaré pour sa part l'ancienne ministre et députée de droite, Valérie Pécresse. Pour un autre député de l'UMP, Pierre Lellouche, qui est considéré comme proche du Crif, l'affaire reste un «mini-événement» sur fond de «relations compliquées depuis toujours avec l'Algérie».

### [L'EXPRESSION](#)